



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Orienter les interventions futures pour répliquer à grande échelle la gestion durable des terres

ENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES DÉCIDEURS TIRES D'UNE ANALYSE DES
EXPERIENCES DU PROGRAMME STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT SUR
LA GESTION DURABLE DES TERRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SIP)
DANS LE CADRE DU PARTENARIAT NEPAD – TERRAFRICA



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE



WORLD BANK GROUP



NEPAD
TRANSFORMING AFRICA

Cover photo: Terrasses avec des cultures alimentaires et fourragères sur les pâturage de montagne
©Anne Woodfine

Orienter les interventions futures pour répliquer à grande échelle la gestion durable des terres

ENSEIGNEMENTS A L'INTENTION DES DECIDEURS TIRES D'UNE ANALYSE DES EXPERIENCES DU PROGRAMME STRATEGIQUE D'INVESTISSEMENT SUR LA GESTION DURABLE DES TERRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SIP) DANS LE CADRE DU PARTENARIAT NEPAD – TERRAFRICA

AVRIL 2016

Résumé préparé par la FAO -
Sally Bunning, fonctionnaire principal, gestion des terres et des sols,
avec les consultantes Anne C. Woodfine et Domitille Vallée

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs. Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
MESSAGES CLES	4
1. TECHNOLOGIES DE GDT, SYSTEMES DE PRODUCTION INTEGRES FACE AU CLIMAT ET APPROCHES D'APPUI	7
2. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET CIBLAGE DES GROUPES MARGINALISES	13
3. QUESTIONS STRATEGIQUES ET INSTITUTIONNELLES ET CONDITIONS D'APPUI POUR LA GDT	19
4. SUIVI - EVALUATION OBTENIR DES RESULTATS - COMMUNICATION ET CHAMPIONS POUR LA GDT	22
5. GESTION ET PARTAGE DES CONNAISSANCE ET DE L'INFORMATION	25
6. DURABILITE ET MISE A L'ECHELLE	27
CONCLUSIONS- LEÇONS CLÉS	29
ANNEX 1. SUMMARY LIST OF PROJECTS	34

REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier tous les membres du Comité directeur², qui comprenaient des représentants des organismes d'exécution des projets du SIP - Banque mondiale, FAO, PNUD, PNUE, et FIDA, Secrétariat FEM et NEPAD - pour leur soutien permanent et leurs conseils tout au long du processus de la collecte et l'analyse des enseignements tirés.

Anne Woodfine et Domitille Vallée ont été chargées de la conception de l'étude et du principal travail d'analyse, sous la direction de Sally Bunning à la FAO, de Philippe Dardel à la Banque mondiale, et de Jean-Marc Sinnassamy au Secrétariat du FEM. Nous remercions l'équipe de consultants régionaux et nationaux pour leur contribution importante - Bancy Mati (Éthiopie, Kenya et Ouganda), Abdoulaye Sambo Soumaila (Niger) et Taibou Ba (Sénégal) qui ont conduit les analyses dans les pays.

Par ailleurs, ce bilan n'a pu être dressé que grâce aux nombreux membres des équipes de projet et partenaires qui ont partagé leurs leçons et expériences, en particulier ceux qui se sont occupés des enquêtes en ligne, ont procuré les documents nécessaires, participé aux interviews et aux études détaillées de pays. Enfin, signalons l'appui logistique offert par les Représentations de la FAO au Kenya, en Éthiopie, au Niger, au Sénégal et en Ouganda, et par la Division des terres et des eaux de la FAO à Rome ainsi que par le bureau de la Banque mondiale à Washington.

Le financement de l'étude a été réalisé grâce au Fonds de la Banque mondiale « TerrAfrica Leveraging Fund (TLF) », avec le support des Pays-Bas, de l'UE et de la Norvège, ainsi que par les ressources propres de la FAO.

² Membres du Comité directeur:

- M. Philippe Dardel et Mme Paola Agostini de la Banque mondiale, avec l'aide de Mme Gayatri Kanungo, Mme Magda Lovei, M. Stephen Danyo et Mme Esther Bea;
- MM. Jean-Marc Sinnassamy et Mohamed Bakarr, Secrétariat FEM;
- Mme Rudo Makunike et Mamadou Diakhite, agence NEPAD NPDA);
- Amadou Bouhari, PNUE;
- Mme Phemo Kgomo, PNUD;
- Eric Patrick et Stephen Twomlow, FIDA; et
- Mme Sally Bunning, FAO, assistée de Stefan Schlingloff



Photo: © Domitille Vallée

INTRODUCTION

Le but de l'analyse des leçons apprises des expériences du SIP était d'orienter les engagements/investissements futurs, en particulier, dans le cadre des récentes déclarations de l'Union africaine sur l'agriculture et la réhabilitation des terres par le NEPAD, le FEM, TerrAfrica, l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahel et Sahara (GGWISS), les organismes des Nations Unies et autres bailleurs de fonds.

L'analyse des leçons apprises a été conduite par la FAO sous la supervision de la Banque mondiale et du Secrétariat du FEM ainsi que la direction d'un comité directeur ad hoc constitué des organismes de mise en œuvre de TerrAfrica – à savoir le groupe de la Banque mondiale, le FEM, le PNUD, le PNUE, le FIDA, le NEPAD et la FAO ; et avec l'appui financier de l'Union Européenne, la Norvège et le Ministère des affaires étrangères des Pays Bas. Cette analyse s'est déroulée en 2015 par le biais de questionnaires en ligne en anglais et en français, d'analyses de documents et d'interviews, ainsi que de 5 études détaillées de pays en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Niger et au Sénégal. Les organisations ont retenu ces pays sur la base de leur portefeuille équilibré de projets et de leçons importantes à tirer. Les leçons clés tirées de cette analyse sont rassemblées dans un rapport final approfondi de 85 pages, accompagné de 5 rapports de pays et d'études de cas.

Ce document présente un résumé des résultats destiné à en faciliter l'accès aux décideurs nationaux, organismes, partenaires de développement et bailleurs de fonds, et à prendre en compte pour des interventions futures de mise à l'échelle de la gestion durable des terres (GDT).

L'exercice ne se veut pas une tentative d'évaluer le portefeuille SIP et son impact, mais plutôt de récapituler les réalisations et les leçons apprises sur les principaux aspects de la mise en œuvre de la gestion durable des terres telle qu'initialement imaginée pour le programme régional de TerrAfrica.

La vision de TerrAfrica pour la gestion durable des terres a été développée en 2007 (Encadré 1). Face à la dégradation accélérée des terres, la GDT¹ se proposait de restaurer les ressources naturelles, condition indispensable à un meilleur bien-être social et économique des habitants de l'Afrique subsaharienne. (Encadré 2)

TerrAfrica s'appuie sur l'alliance des efforts globaux et régionaux (inter alia UNCCD, FEM, le plan d'action pour l'environnement et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (CAADP))

¹ La gestion durable des terres (GDT) a été définie par TerrAfrica comme "l'adoption de systèmes d'utilisation des terres qui, à travers des pratiques de gestion appropriées, permettent à ses utilisateurs d'optimiser les avantages procurés par les terres, tout en préservant ou en renforçant leurs fonctions de soutien écologique". "La GDT comprend la gestion des sols, de l'eau, des ressources végétales et animales." (TerrAfrica, 2011)

du NEPAD et la Déclaration de Paris) conjointement avec une présence croissante de réussites locales de GDT afin de construire un modèle commercial collectif pour l'Afrique sub-saharienne.

Ainsi, le partenariat multi-acteurs TerrAfrica a été constitué pour réaliser des économies d'échelle dans toute la région et pour agir de façon stratégique afin d'éliminer les goulets d'étranglement en matière de connaissances, de technologie, de politiques, et les obstacles d'ordre institutionnel, financier, socio-

économique et culturel qui avaient entravé l'adoption et une véritable "mise à l'échelle" et généralisation de la gestion durable des terres dans les programmes de développement nationaux et régionaux en Afrique subsaharienne (ASS). Pour obtenir les meilleurs résultats, il faut associer des technologies et des approches appropriées de GDT en reliant de multiples secteurs, acteurs et échelles et en offrant un environnement favorable à une vaste adoption permettant de tirer de multiples avantages écologiques et socio-économiques (ex. niveau exploitations agricoles, paysages, national, transfrontalières et mondial).

Encadré 1: La Vision TerrAfrica

La Vision TerrAfrica est élaborée dans l'ouvrage "TerrAfrica – A Vision paper for sustainable land management in Sub-Saharan Africa" (FAO, 2007), qui avait pour but de:

"S'engager avec et au sein des pays d'Afrique subsaharienne et créer des approches programmatiques pour la mise en œuvre de la GDT. Mais surtout, ce document d'orientation servira à créer une base de consensus des parties prenantes et une coalition afin d'agir pour l'avenir de l'ASS".

Cela traduisait la prise de conscience en 2007 que:

"De toute évidence, l'Afrique subsaharienne n'est pas en passe d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ou les enjeux fixés dans les conventions internationales visant à inverser la désertification ou la perte de biodiversité, et elle est encore moins préparée pour s'adapter aux perturbations croissantes liées au changement climatique - qui devraient avoir des répercussions disproportionnées par rapport aux autres régions du monde".

Et encore:

"C'est à nous de prendre les mesures appropriées. L'inaction se traduira par le sous-développement de l'Afrique subsaharienne et la dégradation accélérée de la base de ressources agricoles et environnementales, ce qui portera à une grave insécurité alimentaire, à une hausse vertigineuse des populations sous-alimentées et pauvres aussi bien en milieu rural qu'urbain, à l'intensification des conflits et, en substance, à la faillite de la plupart des pays d'ASS. La dégradation des terres est un obstacle à l'avenir durable de l'Afrique subsaharienne et à l'opportunité de participer à ce que l'on connaît sous le nom de "cercle vertueux du développement".

Encadré 2: Principaux éléments jugés importants pour le succès de la GDT

La multi-dimensionnalité de l'approche GDT:

- partenariats multi-acteurs;
- multisectorielle et interdisciplinaire;
- efforts à plusieurs niveaux (écologique, administratif et unités décisionnelles);
- niveaux de gestion / multi dimensionnels (avec une responsabilité et une obligation redditionnelle identifiées).

Approches spécifiques de développement disponibles et intéressant la GDT

- PAS DE SCHEMA UNIVERSEL

Une gestion/des approches centrées sur les populations;

- Planification communautaire et développement technologique;
- Gestion adaptative/ apprentissage par la pratique;
- Sensibilité culturelle et de genre.

Approches de gestion des paysages et des écosystèmes

Une Déclaration commune de collaboration en appui de la mise en œuvre du Programme d'investissement stratégique pour la Gestion durable des terres (SIP) en Afrique subsaharienne a été déclaré à Ouagadougou au Burkina Faso le 24-25 avril 2007 lors d'une session spéciale de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN). Dans le cadre de la déclaration ministérielle africaine en appui au SIP, les ministres se sont engagés à aller de l'avant concernant

l'agenda de gestion durable des terres aux niveaux local, national et régional et ont appelé les bailleurs de fonds et les partenaires de développement à harmoniser leurs activités afin de construire et partager les connaissances mais aussi développer l'investissement pour appuyer les pays africains, les Communautés régionales économiques (RECs), le NEPAD et l'Union Africaine en vue de transposer à plus grande échelle la GDT en Afrique subsaharienne.



MESSAGES CLES

Le Programme d'investissement stratégique TerrAfrica (SIP) a dégagé 150 millions dollars de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en faveur de la dégradation des terres en Afrique sub-saharienne. Il a mobilisé des co-financements d'environ 800 millions de dollars (estimations du PIF) par le biais de son portefeuille de 36 projets déployés dans 26 pays: 28 projets nationaux, 4 projets transfrontières d'aménagement des bassins versants et 4 projets régionaux sur des thèmes spécifiques.

Le portefeuille a été mis en œuvre durant la période 2010 et 2015, par la Banque mondiale, le PNUD, le PNUE, le FIDA, la BAD et la FAO, en étroite coordination avec le NEPAD, les Commissions économiques régionales et les pays, avec les Gouvernements et avec le concours de nombreux autres partenaires de développement. Une fois que la dégradation des terres a été admissible aux financements FEM en 2002, le SIP a été la première occasion de conférer une certaine notoriété et visibilité à **la promotion de la Gestion durable des terres en Afrique**.

Les activités retenues avaient pour but de :

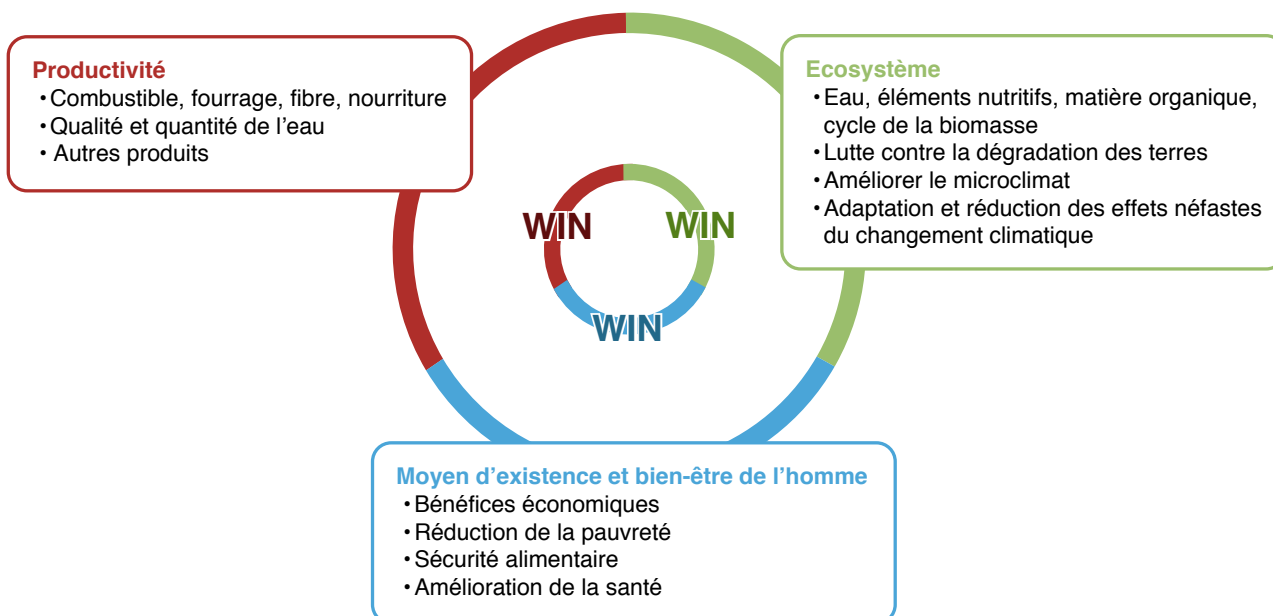
1. Appuyer la gamme des activités de mise à l'échelle de la GDT;
2. Créer un environnement propice pour la GDT à tous les niveaux (soutenir une approche intersectorielle – comprenant l'élaboration de politiques);
3. Renforcer les services de conseil pour la GDT; et

4. Soutenir l'acquisition, la gestion, le partage de connaissances et le suivi-évaluation.

A ce jour, ce programme de GDT en Afrique subsaharienne comprend la mise en œuvre de pratiques de GDT sur 2,7 millions d'hectares et quelque 4,8 millions de bénéficiaires. Grâce aux capacités renforcées et à l'acquisition de connaissances, une bonne partie des 36 projets devrait avoir des retombées durables. Le portefeuille montre également que les technologies adaptées et approches d'intervention GDT peuvent s'avérer une solution gagnante pour un vaste éventail de systèmes d'exploitation, contribuant ainsi aux buts locaux, nationaux et mondiaux d'accroissement de la productivité, d'amélioration des moyens d'existence et de restauration des services écosystémiques, se traduisant par une meilleure sécurité alimentaire et un meilleur bien-être des populations (Figure 1).

- Le SIP a permis d'améliorer les connaissances sur les questions de dégradation des terres, sur ses graves répercussions et l'urgence d'arrêter la dégradation des terres en Afrique subsaharienne.
- Il met en relief l'importance et les énormes opportunités existantes d'investir dans des interventions de mise à l'échelle de la GDT sur tout le continent.
- Les leçons du SIP montrent que les paysages peuvent s'avérer les unités géographiques ou territoriales les mieux adaptées sur lesquelles

Figure 1: Solutions gagnantes à la fois pour les moyens de subsistance, les écosystèmes et la productivité



Source: Liniger et al (2011)

baser les projets de GDT pour une mise en œuvre sur le terrain. Toutefois, les circonstances locales devraient déterminer l'échelle et l'approche les plus appropriées, et les mécanismes d'appui requis.

- Par ailleurs, beaucoup - sinon toutes - les technologies GDT sur les terres agricoles et les pâturages contribuent à l'Agriculture intelligente face au climat (climate smart agriculture - CSA) – générant des avantages de productivité, d'adaptation et d'atténuation, et contribuant à la réalisation de nombre des Objectifs de développement durable récemment adoptés.
- Le portefeuille SIP met en lumière l'importance d'intégrer l'agenda / les interventions de GDT dans les programmes de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de changement climatique pour élargir sa mise en œuvre et créer des synergies, y compris la résilience humaine et

écosystémique.

- Au lieu de préconiser une seule et unique technologie, ou un nombre limité de technologies structurales, le portefeuille du SIP montre que les combinaisons de technologies agronomiques, structurales et biologiques s'avèrent plus fructueuses, si possible, en associant des technologies porteuses des avantages à court et à plus long terme, assurant des résultats aussi bien rapides que durables.
- Les leçons montrent également que les approches génériques et les processus « du sommet à la base » sont à éviter. D'autre part, il faut donner aux acteurs locaux les moyens d'agir dans la prise de décisions liées à leurs ressources et territoires par le biais de plans de gestion et de mécanismes de gouvernance décentralisés.

Pas de recette magique, mais des leçons précieuses

L'intégration de mesures pro-GDT dans les politiques (et lois) nationales augmente les chances de durabilité post-projet. Il en va de même à l'échelon local lorsque les projets ont veillé à la promulgation et à l'application de règles et autres réglementations locales en faveur de la GDT.

Les projets et programmes de mise à l'échelle de la GDT doivent être flexibles, en mesure de réagir aux changements en fonction du contexte et des priorités, du niveau local au niveau mondial, et de la phase de conception durant toute la durée de la mise en œuvre. Par exemple, en encourageant l'innovation chez les agriculteurs, la disponibilité de fonds polyvalents en faveur de l'environnement agricole et les examens à mi-parcours pour valider et adapter le plan de travail et le budget du projet.

L'homme et les actions anthropiques sont des facteurs centraux de la dégradation des terres. Ils doivent donc être au cœur des projets et programmes de GDT – réellement impliqués dès la phase de conception.

Les femmes représentent une grande part des bénéficiaires des projets SIP, tirant des avantages directs ou indirects d'une meilleure gestion des ressources naturelles. Elles sont également les principales actrices du travail de restauration sur les terres communales auxquelles elles portent une valeur ajoutée, mais leurs rôles à cet égard ne sont pas dûment reconnus pour permettre des droits d'accès et des avantages équitables des ressources restaurées.

Des expériences positives de projets SIP ont permis aux pays de programmer les ressources du FEM et d'autres sources d'investissement en GDT, notamment en Éthiopie, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal.

Le SIP a jeté les bases d'autres approches programmatiques importantes financées par le FEM, notamment le **Programme Sahel et Afrique de l'Ouest (SAWAP)**³ de la Banque mondiale dans le cadre du FEM 5 (100 millions de dollars pour 12 pays) et l'approche pilote intégrée, multi-agences, consistant à encourager la durabilité et la résilience en vue de la sécurité alimentaire, sous le FEM 6 (106 millions de dollars pour 12 pays).

Les projets SIP auraient eu un rôle d'entraînement plus important pour le co-financement si des cadres d'investissement intersectoriel et pilotés par les pays (Cadre stratégique d'investissement du pays - CSIF) avaient été mis en place avant, ou durant les premières phases de la mise en œuvre de tous les projets.

Les leçons clés sont détaillées ci-après :

1. Technologies GDT, systèmes de production intégrés et intelligents face au climat et approches pour la mise en œuvre;
2. Renforcement des capacités et ciblage des groupes marginalisés;
3. Questions stratégiques et institutionnelles et conditions de soutien pour la GDT;
4. Suivi, évaluation et impact;
5. Gestion et partage de connaissances et d'information à l'échelle du programme;
6. Durabilité et mise à l'échelle.

³ SAWAP is the Banque mondiale and FEM's contribution to the Great Green Wall Initiative – see <http://terrafrica.org/great-green-wall/>



Photo: ©Bancy Mati

1. TECHNOLOGIES DE GDT, SYSTEMES DE PRODUCTION INTEGRES FACE AU CLIMAT ET APPROCHES D'APPUI

Technologies GDT testées et adoptées par les utilisateurs des terres

Les projets du SIP ont permis de tester, de mettre au point et d'appliquer les technologies de GDT dans un vaste éventail d'agroécosystèmes (cultures, élevage et foresterie) à l'échelle de la région afin de restaurer les sols, la végétation et la biodiversité. Cela s'est traduit par une amélioration de la gamme des services écosystémiques: services de régulation (infiltration et stockage des eaux pluviales, recyclage des nutriments et stocks de carbone, etc.) portant à un accroissement de la productivité et des rendements (agricoles, fourrage, biomasse ligneuse et produits de l'élevage) et surtout, à des réductions de la variation inter-saisonnière des rendements due aux impacts de la variabilité et du changement climatiques croissants.

Parmi les technologies les plus fréquemment identifiées par les responsables de projet et les bénéficiaires comme les plus adoptées figurent:

- rotations des cultures, mise en jachère, cultures intercalaires et /ou engrais verts, en particulier en utilisant des cultures fixant l'azote pour améliorer la fertilité des sols;
- agriculture de conservation et mesures axées vers cet objectif, telles que le travail réduit ou inexistant du sol (zero or reduced tillage) l'application de compost et /ou de paillis;

- plantation d'arbres dans les systèmes d'agroforesterie, rideaux-abri, terrains boisés, etc.;
- intégration cultures-élevage pour la production d'engrais vert, amélioration des rendements et de la résilience;
- mesures de conservation des sols et des eaux pour lutter contre l'érosion et utilisation efficace des eaux pluviales – stabilisation des berges, bandes de végétation, murets de pierres, billons cloisonnés, terrasses progressives / en gradins, collecte des eaux de pluie - zaï et demi-lune;
- restauration des parcours (fermetures temporaires, réensemencement, gestion holistique des pâturages, renaturation naturelle assistée, plantation d'arbres, etc.);
- remplissage /bonification des ravines.

Les utilisateurs des terres ont été les premiers à être sensibilisés et à recevoir une formation pratique sur toutes les technologies appropriées de GDT, notamment les savoirs locaux et les innovations et conditions de leur réussite, ainsi que sur les coûts, les avantages et les éventuelles contraintes socio-économiques (ex. nécessité de plus de main d'œuvre, d'intrants et de temps pour obtenir des résultats).

Figure 2: Gamme de mesures agronomiques et biologiques testées ou mises en œuvre (Éthiopie)



Interventions de conservation des sols et des eaux à Mecha Amarit



Construction de banquettes de pierres pour la conservation des sols sur les terres cultivées au bassin versant de Miriam Monze, région de Amhara



Bassin versant réhabilité au moyen d'excavations de tranchées, de banquettes de pierre et d'enherbement à Miriam Monze, région de Amhara

La publication de **TerrAfrica « La pratique de la gestion durable des terres »⁴** et **les outils WOCAT⁵** étaient disponibles dès le démarrage du SIP, et se sont avérés d'une aide précieuse lorsqu'ils ont été employés. Ils auraient pu être utilisés par tous les projets avec des interventions sur le terrain pour faciliter une évaluation et une documentation plus vaste des technologies GDT et des approches par les acteurs locaux pour une plus ample diffusion.

Plutôt que de préconiser une seule et unique technologie, ou un nombre limité, l'association de mesures agronomiques, biologiques et structurales s'avérera plus fructueuse sur le terrain. Il faut privilégier les technologies générant des avantages financiers et environnementaux à court et à plus long terme, qui apporteront des résultats rapides en termes de taux d'adoption et de participation communautaire durable – vitaux pour la pérennité au terme du projet.

Certains projets se sont intéressés en particulier à identifier et à soutenir les innovations par des agriculteurs individuels ou en groupes avec les technologies existantes – notamment le projet régional **SIP 2184 (régional): Stimuler les initiatives communautaires en gestion durable des terres.**

Dans la plupart des projets, les approches participatives ont servi à aider les utilisateurs des terres à choisir les techniques de GDT appropriées. Toutefois, l'analyse détaillée par pays des projets SIP ont révélé que dans certains cas, les décisions sur le choix des technologies ont été prises de haut en bas, ne laissant guère de marge à l'innovation (les agriculteurs recevaient des instructions sur ce qu'ils devaient expérimenter – peut-être à cause du manque de temps). Cela n'est certes pas un modèle éclairé- les décisions sur la façon d'intervenir pour réduire et inverser la dégradation des terres devraient partir de la base, en étroite concertation avec des utilisateurs bien informés.

⁴ WOCAT (2011) *La pratique de la gestion durable des terres Directives et bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne APPLICATIONS SUR LE TERRAIN* WOCAT, Berne, Suisse. Disponible sur: <https://www.wocat.net/fr/knowledge-base/documentation-analysis/global-regional-books.html>

⁵ *Panorama mondial des approches et des technologies de conservation-outils standards et base de données globale pour évaluer et documenter les pratiques de GDT (technologies et approches)* www.wocat.net

Promotion de systèmes de production intégrés et intelligents face au climat

La majorité, voire la totalité des technologies de GDT, si elles sont associées efficacement et adoptées sur une superficie suffisamment grande, contribuent non seulement à **l'accroissement de la production, mais aussi à la création de nombreux autres services écosystémiques** – débit et approvisionnement en eau, résilience à la sécheresse, recyclage des nutriments et restauration de la fertilité des sols, stocks de carbone dans le sol et la biomasse et réduction des émissions de GES, etc. Un passage à **des systèmes de production plus intégrés** peut relever les défis des pressions accrues sur des ressources en terres et en eau limitées ainsi que le changement climatique et la perte de biodiversité.

Durant le SIP, on s'est attaché à mieux comprendre les problèmes et impacts liés à la variabilité climatique accrue, à l'intensification des phénomènes extrêmes et au réchauffement de la planète – et l'énorme potentiel de la GDT dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique⁶.

Maintes technologies GDT “contribuent à **l'agriculture intelligente face au climat (CSA)**: 1) en accroissant durablement la productivité et les revenus agricoles; 2) en adaptant et en renforçant la résilience au changement climatique, et 3) en réduisant et/ou en éliminant les émissions de gaz à effet de serre, le cas échéant ; contribuant ainsi “aux Objectifs de développement durable (dimensions économique, sociale et environnementale) en affrontant à la fois les enjeux de sécurité alimentaire et de changement climatique”⁷ .

Des systèmes agricoles et pastoraux intelligents face au climat qui conjuguent des espèces/variétés culturales, fourragères et forestières adaptées et des races d'élevage avec des pratiques de gestion des sols et des eaux peuvent utiliser plus efficacement les ressources et la biodiversité, accroître les fonctions écologiques et renforcer la résilience des populations et des écosystèmes vulnérables face aux pluies irrégulières, aux températures élevées, aux inondations et aux sécheresses.

Approches d'appui à la GDT

Les projets ont recouru à des mécanismes différents pour la mise en œuvre des activités sur le terrain en fonction des contextes et des besoins locaux. Certains ont soutenu le renforcement des capacités des services de vulgarisation existants ou des services techniques décentralisés, tandis que d'autres ont passé des contrats avec les “pourvoyeurs de services” locaux, tels que les ONG locales, les groupes d'agriculteurs et les organisations de producteurs.

Plusieurs projets ont montré que les acteurs locaux peuvent être formés à sélectionner, adopter et évaluer les “**meilleures” pratiques de GDT au niveau des fermes et de la communauté**, et à prendre des décisions en connaissance de cause pour une **planification et une gestion efficaces** de leurs ressources et territoires à plus longue échéance (c'est-à-dire en tenant compte des impacts de leurs actions sur leurs vies et celles de leurs enfants). **Les services techniques et de vulgarisation** ont fourni un appui et un encadrement pour diagnostiquer les problèmes et identifier les priorités sur le terrain, en élaborant des plans d'action cohérents et en aidant à leur mise en œuvre par des **mécanismes de gouvernance et des mesures d'incitation**. En dépit des investissements du SIP, toutefois, il arrive souvent que les services compétents et les mécanismes de soutien ne soient pas en place ou soient insuffisants pour une mise à l'échelle soutenue du projet et la durabilité post-projet.

⁶ World Bank (2009) *Using sustainable land management practices to adapt to and mitigate climate change in Sub-Saharan Africa. TerrAfrica Resource Guide v1.0*, Banque mondiale, Washington, USA.

⁷ Source: FAO (2013) *Climate-smart agriculture Sourcebook*, FAO, Rome, Italie. Disponible à : <http://www.fao.org/docrep/018/i3325e/i3325e00.htm>

Diverses études et mesures d'incitation ont également été analysées pour encourager une plus vaste adoption des pratiques contribuant aux avantages pour l'environnement et la société (suivi hydrologique et appui à la conservation des sols et des eaux dans les zones en amont des bassins pour améliorer la qualité de l'eau et du débit en aval (Kagera TAMP); appui aux pratiques intelligentes face au climat qui augmentent la matière organique du sol / le carbone dans les sols (ex. sans travail du sol ou agriculture de conservation) et piègent le carbone dans la biomasse (agroforesterie; terrains boisés).

L'approche paysagère est de plus en plus privilégiée dans les projets et programmes de GDT. Elle se fonde sur des unités géographiques logiques pour la mise en œuvre afin d'appuyer la gestion intégrée des ressources naturelles et des écosystèmes dans tous les secteurs et pour différentes fonctions (services hydrologiques, réduction des émissions de GES pour la régulation du climat, production vivrière, développement économique) et interactions (ex. amont-aval; agriculture-forêt; animaux d'élevage-faune sauvage; etc.).

De nombreux projets ont travaillé avec les utilisateurs des terres pour les encourager à s'approprier une meilleure planification des ressources (plus durable) gérées sur leur territoire ou site local. En adoptant une approche paysagère (ou gestion intégrée des paysages, restauration des paysages forestiers, gestion de terroir), les projets ont aidé les utilisateurs des terres à élaborer, par exemple, des plans d'aménagement des bassins versants, d'utilisation des terres communales, des accords de pâturage, des zones de conservation des sols et des eaux, des couloirs riverains, des haies brise-vent, etc. Par exemple un objectif du **SIP 2139 (régional / Kagera TAMP)** a été: "l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion participative au sein de communautés ciblées, des micro-bassins hydrographiques et des unités territoriales plus grandes". Cette équipe du projet a mobilisé des groupes communautaires, renforcé leurs capacités et contribué à développer des plans locaux de gestion.

Divers projets, en particulier ceux ciblant l'**aménagement des bassins versants**, ont montré que les approches et unités territoriales (landscape) sont appropriées pour la conception et mise en œuvre des interventions de GDT adaptées au contexte agro-écologique et socio-économique, et engagent les secteurs et partenaires multiples à différentes échelles (ex. communauté, territoire, bassin versant). (Encadré 3).

Toutefois, ils ont aussi montré que les mesures spécifiques sur le terrain dépendent de- et devraient être déterminées par- les besoins, les objectifs et les systèmes de savoirs des agriculteurs, éleveurs et autres utilisateurs locaux des ressources en terres (sols, eau, biodiversité) en tenant compte des demandes externes (ex. pour le charbon de bois, les ressources minérales ou le tourisme).

L'échelle du paysage ou territoire défini employée dans les projets variait considérablement, depuis le sous-continent (ex. pour l'élevage durable sur les terres arides) jusqu'au micro- ou sous bassin versant (ex. pour les interactions terres-eaux dans les paysages vallonnés).

Les unités administratives (nations entières ou districts / provinces sélectionnés) peuvent être aussi la base d'une mise à l'échelle de la GDT. Mais ce sont surtout **les unités foncières traditionnelles** qui ont été couronnées de succès au Swaziland où le projet d'irrigation des petits exploitants du **SIP 3390 Projet d'irrigation des petits exploitants du Bas Usutu** a entraîné des activités de planification en utilisant le cadre des chefferies (possible grâce à la vigueur de ce système au Swaziland).

Encadré 3: Projet régional: associer des actions multiples sur le terrain "Approches, technologies et mesures d'appui"

Le projet régional **SIP 2139 de gestion transfrontalière des agroécosystèmes du bassin versant de la Kagera** a accompli des réalisations importantes, comme l'a noté les évaluations à mi-parcours et finale (2015):

- Des plans d'aménagement participatifs ont été préparés et mis en œuvre pour différents systèmes d'utilisation des terres (68 plans d'action communautaire; 46 micro-bassins versants; 15 zones de pâturages/parcours; 10 terres humides ciblées, notamment la stabilisation des berges). Pour cela, 135 groupes communautaires ont été mobilisés et leurs capacités renforcées en GDT, et des règlements ont été établis pour la lutte contre les feux de brousse, le pâturage des animaux, les cultures sur berges, etc. Au total, 7 401 agriculteurs et autres parties prenantes ont été formés aux systèmes améliorés de GDT même si le nombre d'éleveurs était nettement inférieur.
- Une vaste gamme de pratiques GDT a été appliquée par les communautés: stabilisation des berges avec des bambous (95 km – soit beaucoup moins que les 1 000 km planifiés, mais les capacités ont été renforcées et des pépinières créées); meilleure productivité des pâturages/parcours naturels par la restauration de la couverture végétale (arbres fruitiers, agroforesterie, parcelles boisées et cultures fourragères, et enclosures; structures de conservation des sols et des eaux (banquettes suivant les courbes de niveau, fossés de dérivation, terrasses en gradins; bonification des ravines); pratiques agronomiques - paillis et cultures de couverture pour conserver l'humidité du sol; gestion intégrée de la fertilité des sols; et intégration cultures-élevage (caprins, porcins et bétail nourri à l'étable pour la création d'engrais et de revenus; et création ou rénovation de 174 étangs pour la pisciculture).
- Quant à la conception du projet, la qualité des services dispensés aux communautés rurales a été améliorée, en insistant sur les champs écoles des producteurs/groupes agropastoraux. (CEP/CEAP), particulièrement par des approches intersectorielles fondées sur les savoirs locaux et innovations pour une meilleure gestion des agroécosystèmes. Les évaluateurs ont constaté que l'approche CEP "était la caractéristique du projet; les CEP sont les organisations clés pour modérer l'adoption des nouvelles technologies et leur promotion".
- Le projet s'est en outre efforcé de créer un environnement favorable pour réduire les obstacles à la GDT, essentiellement par des activités de sensibilisation. La mise en place de comités communautaires pour planifier l'intégration de la GDT dans l'aménagement du territoire a été une des activités principales servant à orienter et à faciliter l'approche paysagère, et à instituer des règlements mis en application surtout dans le domaine de la valorisation des pâturages.

"L'échange et la diffusion des technologies GDT se sont déroulées dans l'enthousiasme, et en particulier lorsque les activités ont permis d'obtenir les meilleurs résultats et le plus grand soutien des gouvernements. Les meilleurs résultats ont été atteints là où les technologies étaient totalement inconnues (localement), comme le compostage, l'utilisation du fumier, l'engrais vert, du bon matériel végétal contre le flétrissement bactérien de la banane, le virus de la mosaïque du manioc, certaines chaînes de valeur etc. Les facteurs de réussite dépendaient des facteurs généraux de production au niveau de l'exploitation (taille de la ferme, qualité du sol, climat, etc.)" (ibid.)

Les Champs écoles des producteurs et des groupes agropastoraux (CEP/CEAP) se sont avérés une approche particulièrement réussie dans plusieurs projets, en expérimentant les technologies GDT, en permettant aux agriculteurs d'apprendre sur le tas et d'échanger des expériences sur la base d'un apprentissage pratique sur des parcelles d'étude et à la ferme, y compris des activités de gestion de l'élevage et des pâturages, et des compétences additionnelles telles que l'agroalimentaire. Les écoles CEP/CEAP ont été une approche extrêmement efficace pour encourager l'innovation et la gestion adaptative, même dans certains cas stimulant les expériences de GDT lancées par les agriculteurs.

Certains projets ont développé avec succès des partenariats (ex. avec le Programme alimentaire mondial) recourant aux principes de **“nourriture-contre-travail”** ou **“espèces-contre-travail”** et ciblant les plus vulnérables pour les activités de remise en état des terres. Ces approches offrent aux groupes vulnérables une source de revenus à court terme afin de se préparer à une période de soudure, et une alternative à la dépendance ou à la migration pour chercher du travail ailleurs. Néanmoins, les projets doivent garantir que l'ensemble de la communauté est informée et tire des profits, ou est d'accord pour cibler les groupes vulnérables dans le cas des programmes nourriture ou argent-contre-travail, et que d'autres activités rémunératrices sont proposées aux différents groupes communautaires, afin que les avantages à moyen et long terme aillent aux plus démunis.

Les activités rémunératrices ont été importantes dans la plupart des projets, pour s'assurer que les utilisateurs des terres puissent stocker, transformer et commercialiser la production supplémentaire et se diversifier pour réduire leur dépendance à l'égard des ressources naturelles (ex. par la valeur ajoutée, la transformation des produits, etc.). Au Niger, le **projet SIP 3383 - Initiative de réhabilitation et de valorisation agricole et rurale** incluait une composante d'activités rémunératrices qui a donné des résultats intéressants en termes d'appropriation au niveau local. La création d'une activité de collecte et de commercialisation de semences fourragères a joué un grand rôle pour inciter la population à construire des terrasses en demi-lune sur les terres communales, ce qui a permis de créer des revenus en l'espace d'un an.



2. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET CIBLAGE DES GROUPES MARGINALISES

Renforcement des capacités

La théorie SIP du changement était que les projets devraient “renforcer la vulgarisation, les pourvoyeurs de services et les capacités des utilisateurs des terres pour une série de technologies déjà éprouvées dans des systèmes de production ciblés” comme moyen de soutenir la mise à l’échelle de la GDT.

Les équipes de conception et de mise en œuvre des projets devraient connaître les principes clés de la GDT – ainsi que les triples avantages qu’elle présente (voir Figure 1), et comment ils peuvent être intégrés le plus efficacement possible dans les systèmes d’utilisateurs des terres. Cela devrait comprendre la participation de la communauté pour le renforcement des capacités (approches communautaires), la connaissance des outils disponibles pour l’appui aux CEP/CEAP, une communication efficace, la sensibilité aux questions de genre et la sécurité foncière - en veillant à ce que les matériels de communication /ressources médias destinés aux utilisateurs des terres soient traduits dans les langues locales.

Le projet **SIP 3370- GDT agropastorale au Kenya** a été exemplaire en termes de renforcement des capacités et d’adéquation aux besoins sur le terrain (voir encadré 5). Le projet a donné lieu à un grand nombre de réalisations en développement ciblé des capacités (voir www.slmkenya.org).

Les projets GDT ont fréquemment introduit de nouvelles approches et technologies qui exigeaient un renforcement des capacités adapté à chaque groupe de parties prenantes. Par exemple, les Champs écoles des producteurs/ agropasteurs ciblaient les utilisateurs des terres; la formation technique /mise à jour ciblait les responsables techniques du gouvernement; la formation en gestion et technique ciblait les ONG locales “pourvoyeurs de services”. Les projets utilisent souvent à bon escient des démonstrations et des cours de brève durée pour tous les groupes de participants. L’approche autrefois courante d’envoyer du personnel technique à des cours de 3 mois ou plus ou des formations post universitaires n’est plus pratiquée dans les projets.

En termes de renforcement des capacités, **l’approche des champs écoles des producteurs (CEP)** a été une réussite dans de nombreux projets, notamment au Kenya, au Swaziland et dans le projet régional Kagera (Burundi, Rwanda, Tanzanie et Ouganda), transférant des compétences aux agriculteurs, ainsi qu’aux facilitateurs et formateurs CEP/CEAP pour le pilotage et la validation des technologies de GDT, par le biais d’une expérimentation participative, d’un plan de Suivi et Evaluation et de meilleures prises de décision.

Encadré 4: Projet au Kenya, modèle d'adaptation du renforcement des capacités aux besoins

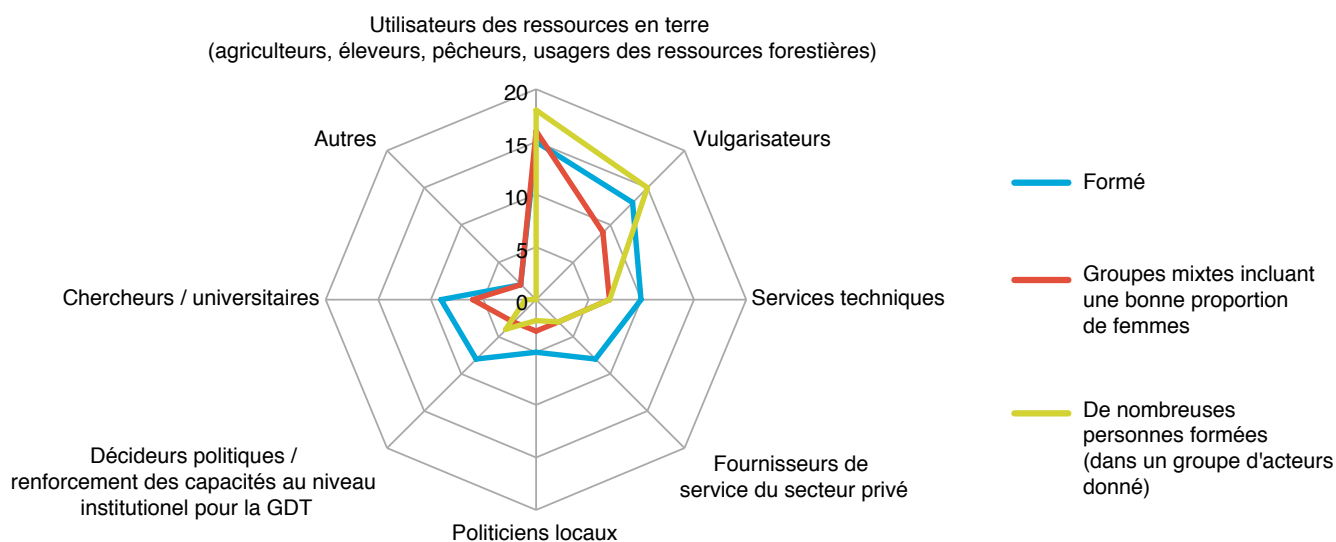
Le projet SIP 3370 de GDT agropastorale au Kenya (voir www.slmkenya.org) a obtenu une vaste gamme de réalisations:

- Pour les agriculteurs: 46 champs écoles des producteurs/agropasteurs créées/ réaménagées dans tous les districts pilotes; 1739 membres de CEP formés aux diverses pratiques de GDT (valeur ajoutée du miel, peaux de qualité, agriculture de conservation, cultures résistantes à la sécheresse, gestion après récolte, création des pâturages, collecte de l'eau et agroforesterie); membres CEP formés à l'intégration des questions de genre et de micro finance;
- Pour les jeunes: plus de 27 écoles primaires et secondaires placées sous un système de prix pour motiver les agriculteurs individuels et les écoliers à mettre en œuvre les pratiques de GDT;
- Pour le personnel technique: compétences acquises et autres capacités requises pour la GDT: formation de responsables à toute une série de thèmes – évaluation d'impact sur l'environnement, financement climatique et S&E, intégration des questions de genre, méthodologie CEP et rapports de performance) et parrainages (6 responsables en maîtrise, 4 diplômes et 9 certificats, 2 hauts responsables pour le cours d'encadrement et 15 responsables à un cours sur 2 ans au collège agricole de Bukura;
- Engager les multiples parties prenantes à l'échelle nationale: la toute première Conférence nationale sur la GDT a rassemblé toutes sortes de partenaires, dont des décideurs, des chercheurs et des organisations de la société civile qui ont partagé leurs connaissances et leurs expériences;
- Soutenir la coordination et l'intégration: création d'une plateforme de GDT de 40 organisations de la société civile pour permettre le partage de connaissances et d'expériences et superviser les questions de développement au niveau des comtés.

En outre, le projet a créé des partenariats stratégiques pour engendrer des savoirs, documenter des résultats et permettre la diffusion, par exemple:

- En collaboration avec KEFRI, une enquête de référence a été conduite dans les districts pilotes portant entre autres sur la composition, la densité et la diversité du couvert végétal. Les zones dégradées et non dégradées ont été cartographiées et des lignes d'orientation préliminaires mises au point sur les essences forestières adaptées à la remise en état des zones dégradées;
- En collaboration avec les institutions scientifiques et universitaires (UoN, KARI, KEFRI et JKUAT), un ouvrage a été publié sur la GDT dans les terres arides du Kenya.
- Le gouvernement a approuvé des fonds additionnels pour mener à bien certaines activités du projet, et s'est engagé, au-delà du calendrier du projet, à mettre en place une unité gouvernementale pour poursuivre ce processus;
- Création de pépinières arboricoles (plus de 30 000 plants) gérées par les communautés locales dans les districts pilotes et sites de groupage de tous les districts.

Figure 3: Formation des parties prenantes



Source : Enquête en ligne par pays (36 réponses, 62 abstentions)

Le processus CEP a eu un autre résultat important: l'autonomisation des agriculteurs qui jouent un rôle plus actif au sein d'une communauté élargie, notamment dans la gestion des bassins versants et l'accès aux services d'appui requis. Toutefois, le contrôle de qualité du processus CEP est parfois problématique car il nécessite que les groupes CEP/ CEAP soient soutenus par des animateurs compétents et des formateurs chevronnés bien reliés aux services techniques et à la recherche pour leur permettre de tirer parti des savoirs locaux et des avancées scientifiques, et accéder aux semences nécessaire et autres intrants, à l'information et aux conseils. Et ce n'est malheureusement pas toujours le cas!

Les résultats de l'analyse des leçons apprises du SIP (Figure 3) ont montré que les utilisateurs des terres étaient les participants les plus fréquemment signalés dans la formation aux approches et /ou technologies de GDT, suivis des agents de vulgarisation, puis du personnel technique. Le faible nombre de décideurs formés limite le processus d'intégration car ce n'est pas un sujet standard dans les programmes scolaires

ou universitaires -sauf peut-être dans certaines spécialisations sur les terres et l'eau ou comme "garniture" des cours d'agriculture et de foresterie. Cette lacune peut dans une certaine mesure être compensée par des ateliers qui permettent de mettre à niveau les décideurs.

La décentralisation dans la région d'Afrique subsaharienne a porté à une meilleure répartition des services techniques dans les pays, mais la plupart n'ont pas de services techniques et /ou de vulgarisation locaux bien étoffés - et pourtant les projets de GDT dépendent de la disponibilité d'une combinaison d'expertise (notamment sols, eau, foresterie, agriculture et gestion animale).

Dans un futur proche, même si les matériels GDT sont de plus en plus accessibles sur internet de même que l'apprentissage en ligne, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne souffrent (à part les grandes villes) de graves restrictions d'accès, de vitesse ou de coûts, de sorte qu'à moins d'un changement radical, ces options ne sont pas exploitables.

Des visites d'échange/voyages d'études peuvent permettre d'échanger très efficacement des connaissances et contribuer grandement à motiver les participants, notamment les utilisateurs des terres, les agents de vulgarisation et les responsables techniques – car “il faut le voir pour le croire”. Néanmoins, ceux-ci doivent être bien financés et organisés, en regardant de près à qui doit participer, où aller et que chercher, et fournir un appui post-échange pour traduire concrètement une partie des enseignements tirés.

Seuls quelques projets SIP ont intégré une composante spécifique sur le renforcement des capacités, point crucial qui aurait été très bénéfique pour tous les projets. **Il est conseillé d'insérer un volet spécial de renforcement des capacités assorti d'un budget dans les projets/programmes futurs de GDT.**

Les projets futurs devraient également envisager de nouer des liens plus étroits entre le terrain et la recherche (universités et collèges techniques).

Encadré 5: Renforcer l'appropriation par une participation des acteurs sur mesure

Le projet SIP 3386 GDT au Sénégal est parvenu à renforcer l'appropriation au niveau de la communauté

- L'approche participative, inclusive et axée sur la demande communautaire du projet était innovante; notamment en ce sens que les bénéficiaires directs étaient aussi les principaux acteurs de sa mise en œuvre.
- les producteurs et leurs organisations ont apprécié le projet à l'unanimité, et sollicité une deuxième phase de mise à l'échelle nationale (... un projet SAWAP a été préparé et un petit financement a permis de maintenir l'élan et d'étendre le projet à 32 communautés situées dans d'autres régions).
- Plus de la moitié des bénéficiaires étaient des femmes (53%); grâce à son approche axée sur la demande communautaire, les questions intéressant tout particulièrement les femmes ont été abordées par des technologies GDT appropriées. L'accent mis par l'organisme d'exécution sur une approche inclusive des questions de genre, et la forte participation des femmes rurales à la direction des organisations de producteurs locaux (Comité local de concertation des organisations de producteurs - CLCOP) ont joué un rôle essentiel pour atteindre ces résultats.
- Les jeunes, et en particulier ceux qui ont la responsabilité d'une famille, ont été largement impliqués dans la mise en œuvre du projet et ils représentent une part importante des bénéficiaires. La mise au point de l'agroforesterie et d'autres technologies GDT a accru les rendements et la productivité agricoles (ex. par unité foncière et de main d'œuvre) et a offert aux jeunes de nouvelles options pour obtenir des moyens d'existence durables en milieu rural, réduisant ainsi la probabilité de migration vers les centres urbains en quête d'emploi.

Comme le dit le rapport final du projet (ICR), *“les équipes sensibles au genre et le fort encadrement des femmes parmi les bénéficiaires sont les moteurs de la création de la dimension de genre d'un projet. La sensibilité au genre dans l'équipe de la Banque mondiale (hommes et femmes), l'unité de coordination du projet, les organismes de mise en œuvre peuvent diriger leur attention sur les dimensions de genre d'un projet et maintenir la prise de conscience sur la nécessité d'affronter les exigences de chaque sexe des bénéficiaires...”*

Le but serait de créer un cadre de scientifiques compétents et de spécialistes techniques connaissant la GDT et le concept d'approches intersectorielles pour les ministères, les ONG et les projets selon les besoins. Les cours de formation pratique des formateurs pourraient aboutir à une vaste diffusion rapide des connaissances des élèves aux familles agricoles.

Cibler les groupes marginalisés

Les projets ont également **montré la nécessité d'efforts concertés pour faire face aux considérations sociales et aux inégalités hommes-femmes et aux questions de sécurité foncière**, et pour renforcer l'appropriation au niveau de la communauté, notamment en ciblant et en autonomisant les femmes et en identifiant des opportunités pour les jeunes (Voir encadré 5). Plusieurs technologies, telles que les mesures de conservation des sols et des eaux, augmentent la demande de main d'œuvre, en particulier de femmes. Il faut redoubler d'efforts pour réduire les tâches pénibles, accroître les rendements, et atténuer les pertes après récolte et encourager les jeunes dans l'agriculture, avec des outils manuels et du matériel approprié (petits périmètres d'irrigation, silos de stockage, etc.) et accès aux intrants de qualité, crédit, marchés et services de vulgarisation. Les mécanismes d'appui comme espèces-contre-travail ou intrants-contre-travail, (ex. chèvres), ont été utilisés avec succès pour offrir une main d'œuvre rémunérée et relancer des entreprises pour les ménages vulnérables. L'égalité des sexes a également été améliorée en donnant aux femmes les moyens d'agir dans le processus CEP et dans la prise de décisions sur la gestion de l'agriculture et de l'élevage, ainsi qu'au niveau du ménage (division du travail, diversification des entreprises agricoles/agroalimentaires, améliorer l'alimentation et la nutrition, etc.).

Les interventions de GDT devraient cibler en particulier les groupes vulnérables, notamment les plus démunis, les ménages dirigés par une femme ou un enfant, et les jeunes.

Les femmes représentent une vaste part des bénéficiaires directs ou indirects des projets SIP et de l'amélioration des ressources naturelles. Elles sont également les actrices principales des travaux de restauration des terres communales (ex. dans les systèmes agro-pastoraux). Cependant, leurs rôles à cet égard sont rarement reconnus, ce qui les empêche d'avoir un meilleur accès aux ressources ou l'utilisation des ressources réhabilitées. Dans certains cas, elles peuvent même perdre l'accès aux ressources – par ex. l'irrigation dans les terres humides peut déplacer les activités de jardinage traditionnel ou de récolte des produits naturels (aliments pour le petit bétail, matériaux pour l'artisanat). La sécurité foncière sur les terres, les forêts et les pêches et les règles / droits d'utilisation et d'accès à l'eau et aux terres communales restaurées sont des éléments essentiels à affronter au sein des projets pour veiller à ce que les femmes et les ménages dirigés par une femme tirent des avantages.

La conception des projets SIP prend rarement en compte la catégorie spécifique des jeunes. Ceux-ci jouent un rôle essentiel pour garder les petits animaux mais, dès qu'ils peuvent, ils quittent les communautés et partent chercher du travail et des opportunités ailleurs. Des activités ciblées de sensibilisation commençant dans les écoles primaires et secondaires pourraient les encourager à rester dans les zones rurales et travailler à la GDT, par exemple, en contribuant à créer des clôtures sociales pour les zones restaurées, à mettre en œuvre et à suivre les plans de gestion et les activités du projet, à connecter les agriculteurs aux marchés pour une valeur ajoutée.

Les éleveurs/nomades sont un groupe fréquemment oublié lors de la conception des projets car ils ne sont présents que de façon saisonnière. Toutefois, ils seraient à la fois une cause de dégradation des terres et une victime de la dégradation des terres, de la perte de biodiversité et du changement climatique – et sont donc un groupe cible clé pour les projets de GDT dans les terres arides. Certains projets ont soutenu des interventions visant à affronter les problèmes

des éleveurs, comme l'accès limité aux pâturages et la dégradation accrue des pâturages et des points d'eau à cause des pluies irrégulières, du surpâturage et de la concentration d'animaux, par des actions de régénération de la végétation (réensemencement, mises en défens temporaires, régénération naturelle assistée, gestion holistique des pâturages) – où les éleveurs étaient encouragés à garder des troupeaux plus petits mais avec une plus forte productivité et qualité des produits (viande, lait, fromage et peaux).



3. QUESTIONS STRATEGIQUES ET INSTITUTIONNELLES ET CONDITIONS D'APPUI POUR LA GDT

Questions stratégiques et institutionnelles

La GDT ne se résume pas à un seul secteur: elle regroupe notamment l'agriculture, l'environnement, les terres, l'eau, les parcours et l'élevage et la foresterie. Tous les projets de pays du SIP comprenaient des activités de promotion des approches intersectorielles sur le terrain et la plupart des projets, une intégration de la GDT dans les politiques sectorielles. Toutefois la majorité des projets ont trouvé le travail intersectoriel compliqué et n'ont pas réussi à raccorder efficacement le programme/interventions de GDT avec les programmes de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de changement climatique (adaptation, atténuation, résilience) pour profiter des synergies. Les projets doivent continuer à intégrer la GDT dans la planification au niveau du district /de la province et à harmoniser les diverses stratégies et plans d'action des secteurs agricole et environnemental.

Les tensions entre les ministères, où il existe des questions "territoriales" ainsi que des visions différentes sur les rôles des utilisateurs des terres et des eaux dans la GDT, constituent un obstacle particulier à une collaboration intersectorielle efficace.

De nombreux projets ont été conçus pour inclure l'élaboration des politiques qui sont ainsi des objectifs permettant de mesurer le succès des projets dans les évaluations à mi-parcours et finale. La documentation de suivi - évaluation montre que si les équipes du projet travaillent souvent avec les organismes nationaux pour procéder aux révisions des politiques et lois existantes ou en préparer de nouvelles, souvent, les documents atteignaient les bureaux des décideurs, surtout au niveau national, mais n'étaient pas promulgués en général dans un projet de 4 ans de durée. En dernière analyse, ce n'est donc pas le projet mais les gouvernements élus qui peuvent défendre les processus nécessaires pour promulguer de nouvelles politiques ou législations.

Mais on a relevé quelques exceptions significatives. Citons le Malawi pour un exemple réussi d'interventions de politiques nationales dans le cadre du projet SIP 3376 - Partenariat public-privé sur le renforcement des capacités pour la GDT dans le Bassin fluvial du Shiré qui a révisé la Politique de pêche et la Politique forestière, suite à l'étude "Policy sector review for incorporating sustainable land management in the Shire River Basin and development of an institutional framework for sustainable land management". L'étude passait en revue les politiques, la législation et les mécanismes

institutionnels sur les ressources naturelles afin d'affronter les conflits entre les secteurs et chercher des opportunités de complémentarités en mesure d'orienter la mise en œuvre de la GDT dans tout le bassin.

Il est plus facile d'obtenir des succès à l'échelon local en promulguant et en appliquant des règlements locaux (by-law) contre les actions de dégradation des ressources en terres (ex. en évitant les cultures dans les zones riveraines ou sur des pentes abruptes, le déboisement pour la production de charbon de bois, les feux de forêt, les clôtures temporaires ou que le bétail n'entre sur les parcours dégradés pour permettre leur régénération). On espère qu'avec le temps ce type de règlement sera appliqué à plus grande échelle et que les politiques nationales les feront respecter, à mesure qu'on prendra de plus en plus conscience des avantages des réglementations locales et des avantages tous azimuts de la GDT.

Une participation précoce et régulière des services techniques des administrations locales à la conception et mise en œuvre du projet (plus courante aujourd'hui avec la décentralisation) se traduit par une appropriation des activités, une influence sur les programmes de travail annuels et décisions budgétaires qui informent à leur tour les stratégies nationales. Le personnel des projets a signalé la nécessité d'un échange d'information régulier entre les échelles locales et nationales –par exemple des visites d'autorités du gouvernement national; organisation d'événements nationaux sur les sites des projets, etc.

Un aspect de collaboration inter-sectorielle dans de nombreux projets SIP a été l'inclusion de représentants des différents secteurs clés dans les comités/conseils de direction du projet pour veiller à ce que les décideurs et secteurs sont tenus au courant ou impliqués dans les activités et résultats des projets. La participation

active serait améliorée lorsque les différents ministères/institutions au niveau central ou local étaient responsables de diverses composantes/résultats du projet, et disposaient des moyens financiers de leur mise en œuvre.

Dans les interventions futures de GDT, il sera vital de montrer aux décideurs à l'échelle nationale et de district/province non seulement les impacts directs de la GDT mais aussi comment les pratiques de GDT et les systèmes intégrés de production contribuent en synergie à nombre des **Objectifs de développement durable (ODD)** adoptés récemment.

Environnement favorable à la GDT

Des efforts axés sur une amélioration de la production sans de meilleurs liens aux marchés ne sont manifestement pas durables et porteront les communautés à interrompre les activités du projet. Cet élément a été fréquemment omis dans les projets SIP durant la conception, et inclus seulement dans certains cas pendant la mise en œuvre.

L'accès à une source durable de finance rurale peut être un tremplin pour les utilisateurs des terres. Seulement quelques projets ont mis au point et/ou renforcé l'accès au micro-crédit, mais ceux qui l'ont fait et garanti qu'il se poursuivra au-delà du projet serviront les intérêts de la durabilité des technologies de GDT.

Certains projets ont suivi une voie néfaste encourageant la dépendance, avec l'introduction et la promotion d'une intensification classique, et la fourniture de semences améliorées et de produits chimiques dans des zones trop pauvres et trop vulnérables pour maintenir et/ ou financer ces pratiques. Cette approche se traduit, durant le projet, par un accroissement des rendements, qui retombent au niveau d'avant le projet -voire régressent- lorsqu'une aide n'est plus disponible.

En dépit des attentes initiales, **le SIP n'a pas affronté de façon systématique les questions de sécurité foncière et de gouvernance**. Toutefois, le **programme SIP 2794 SIP de GDT en Éthiopie** a amélioré la sécurité foncière par un programme de certification des terres pour les terres privées et communales, avec un géo-référencement et une cartographie des parcelles. Par ailleurs, le **projet SIP 3667 de gestion communautaire intégrée des ressources naturelles dans le bassin versant du Lac Tana (Éthiopie)** a abordé l'administration et la certification foncières pour les ménages ruraux; la planification et l'aménagement des bassins versants et la gestion forestière participative sur de nombreuses unités administratives («woredas») couvrant des milliers d'hectares, ainsi qu'une gestion des pâturages et des cultures fourragères sur les terres communales. L'examen à mi-parcours a

constaté l'importance de la "clôture sociale" des terres communales et des certificats pour promouvoir la GDT. De même au Sénégal, dans le **projet SIP 3385 sur la GDT** et le **projet SIP 2268 sur la gestion intégrée des écosystèmes dans les paysages représentatifs**, les villageois ont négocié une charte communautaire pour l'utilisation, la gestion et la conservation des terres pastorales, dont un point consacré aux éleveurs saisonniers. Il existe donc des opportunités de meilleure intégration de la gouvernance, de l'administration et du régime foncier des terres et de l'eau dans les projets de GDT et des interventions en améliorant la sécurité foncière et les droits d'accès des utilisateurs des terres et des communautés.



Photo: ©FAO/Giulio Napolitano

4. SUIVI - EVALUATION OBTENIR DES RESULTATS - COMMUNICATION ET CHAMPIONS POUR LA GDT

Suivi et évaluation

Les systèmes de suivi et évaluation (S & E) des projets doivent être réalistes – beaucoup des projets avaient des plans complexes de S&E impossibles à mettre en œuvre. Si le programme entendait dispenser des avis sur le S&E au niveau du projet, ce n'est pas le résultat qui a été obtenu; ainsi, les projets ont développé leur propre système indépendant, généralement basé sur les indicateurs originaux de TerrAfrica: 1) nombre d'utilisateurs des terres adoptant les pratiques / technologies de GDT en aboutissement du projet; 2) superficie gérée en GDT (ha); 3) nombre de bénéficiaires directs du projet; 4) changement d'IDNV pour mesurer le couvert végétal; 5) changements de rendements des principales cultures; 6) tonnes de CO₂ piégées.

La plupart des documents de projet ont reconnu que le suivi du projet doit être en grande partie participatif, faisant intervenir les communautés bénéficiaires et notant l'évolution des causes et des effets. Cependant, les divers projets recouraient à des approches différentes pour les données de référence et le suivi. La suggestion que les projets utilisent des approches comparables pour l'évaluation et le suivi des impacts n'a pas été suivie d'effet. A l'avenir, les projets devraient effectivement utiliser des approches comparables pour surveiller la

dégradation des terres, la GDT⁸, la cartographie de la sécurité alimentaire, l'évaluation environnementale et sociale, et l'analyse de la résilience et des risques de changement climatique. Comme, par exemple, les méthodes et outils LADA-WOCAT d'évaluation et de cartographie de la dégradation des terres et de la GDT et l'évaluation et la documentation des meilleures pratiques de GDT. La base de données pour la documentation des pratiques de GDT du Panorama mondial des approches et techniques de conservation (WOCAT)⁹, constitue depuis 2014 la norme UNCCD, à être adoptée par les pays pour enregistrer et partager l'information sur les meilleures pratiques.

La plupart des projets du FEM devaient communiquer les avantages mondiaux pour l'environnement (global environmental benefits - GEB) de leurs activités, ainsi les systèmes de suivi auraient dû être définis, convenus et les bases de référence mesurées lors de la conception et du démarrage du projet pour servir à la réévaluation à mi-parcours et au terme du projet. Nombre de projets ont eu du mal à suivre ou évaluer les impacts des pratiques de GDT sur les services écosystémiques et à mesurer les GEB, car ils n'étaient souvent pas équipés pour cela.

⁸ mise au point par LADA-WOCAT au titre du projet d'évaluation de la dégradation des terres sur les terres arides (LADA), voir <http://www.fao.org/nr/lada/>

⁹ Voir www.wocat.net et Liniger et al (2011), réalisé dans le cadre du SIP

Compte tenu de la durée limitée de la plupart des projets SIP, il a été également difficile de déceler les changements des écosystèmes (propriétés des sols, biodiversité). Les projets de GDT devraient avoir une durée minimale de six ans, de préférence jusqu'à 15 ans à travers différentes phases – les projets plus courts ont peu de probabilités de pouvoir montrer des effets substantiels ou d'être durables.

Il a également été montré que durant le SIP, les projets risquent de devenir tellement impliqués dans leur programme de développement qu'ils perdent de vue les véritables objectifs des organismes d'appui, et en particulier du FEM – accordant de ce fait une attention insuffisante aux GEB.

A l'avenir, un plan de suivi réaliste à l'échelle du programme, prévoyant une norme minimale d'indicateurs et de méthodes, devra être structuré autour des indicateurs cibles clés et des méthodes d'évaluation dès le départ. Cela illustre l'importance de fixer des bases de référence durant la conception et au début de la mise en œuvre. **Il faudra également élaborer une série simple et solide d'indicateurs et de méthodes de suivi-évaluation participatif** des avantages socio-économiques et environnementaux et des impacts de la GDT au niveau des fermes, des paysages et même à l'échelle nationale et mondiale, en les rapprochant des ODD.

Obtenir des résultats - Champions pour la GDT et communication

Pour assurer un impact, les projets doivent atteindre une masse critique d'utilisateurs des terres. Néanmoins, une stratégie /un plan clair de communications semblaient faire défaut à la plupart des projets SIP et rares ont été ceux qui ont publié des matériels dans les langues locales, ce qui aurait facilité la diffusion.

A noter toutefois l'exception du **projet SIP 3403 (régional / Kalahari-Namib - KNP)** et du **programme SIP 2139 (gestion transfrontières des agroécosystèmes pour le bassin versant de Kagera - Kagera TAMP)**, qui ont défini des objectifs de communication et des messages clairs.

Tous les projets de GDT devraient disposer d'une stratégie de communication dès la création du projet afin que les communautés bénéficiaires en tant qu'acteurs clés, les communautés dans les zones hors projet (qui pourraient être concernées par la mise à l'échelle), et les décideurs locaux et nationaux, etc. apprécient les avantages sous tous azimuts de la GDT. Cette stratégie devrait prévoir la mise en place de modules de formation dans les langues locales et en format audio ou vidéo – ex. radio, film et affiches illustrées pour les populations analphabètes.

L'analyse des leçons apprises du SIP a révélé un faible niveau de participation des organisations régionales, des médias, des organisations d'apprentissage et d'éducation, ce qui est source de préoccupation. Tout aussi inquiétante est la participation étonnamment faible des décideurs nationaux et des organismes de développement. Ces groupes peuvent catalyser des impacts positifs considérables et garantir un appui et une mise à l'échelle. Les visites de terrain des responsables politiques nationaux sont un moyen de renforcer la sensibilisation et de stimuler un soutien pour l'expansion de la GDT, tandis qu'informer les formateurs des avantages multiples de la GDT permet d'atteindre des nombres importants d'élèves (et leurs parents) en l'espace de quelques années. Les donateurs et les investisseurs doivent naturellement connaître les avantages avant d'envisager tout investissement.

Tous les groupes cités ci-dessus peuvent avoir d'énormes impacts bénéfiques et garantir un appui et la mise à l'échelle. Un modèle de bonne pratique à citer est le projet **FIDA SIP 3390 (Swaziland / Projet d'irrigation des petits exploitants du Bas Usuthu)**, qui a établi des liens avec l'école nationale de journalisme, s'assurant que les jeunes journalistes soient au courant du projet et des questions d'environnement mondiales et puissent s'exercer en écrivant sur le projet.

Il pourrait être utile aux projets ou aux pays de nommer un "champion" de la GDT, voire des personnalités pour faire campagne sur ces questions et qui seront informés sur les projets. Ce rôle est fondamental pour la pérennité des partenariats et pour la sensibilisation et l'expansion. Certains pays ont mis en place une équipe nationale de GDT qui s'est avérée utile pour mener à bien ce rôle de soutien (Ghana, Éthiopie, etc.).



5. GESTION ET PARTAGE DES CONNAISSANCE ET DE L'INFORMATION

Gestion et partage des connaissances et de l'information à l'échelle du programme

Les liens entre les projets étaient considérés comme un aspect très important du SIP lors de sa conception, afin de partager les leçons entre les projets et les pays de l'Afrique subsaharienne. Mais en pratique, aucun mécanisme n'était en place et des échanges entre les projets SIP ont été très restreints. C'est pourquoi malgré les réalisations positives des projets individuels, cette lacune a limité l'efficacité globale du programme.

Cette leçon a été suivie d'effet, avec le nouveau programme du FEM "Approches pilotes intégrées sur la sécurité alimentaire" qui comprend un projet-cadre régional visant à garantir les liens entre les 12 projets et une intensification des échanges dans toute la région, en particulier en reliant les plateformes science – politiques.

Les réunions des comités directeurs TerrAfrica organisées par le mécanisme externe du NEPAD entre les organismes et certains représentants des pays, ont permis, même si elles ne sont pas systématiques, d'élargir le partage dans le cadre d'événements collatéraux des sessions COP ou SBSTTA de la Convention UNCCD.

Les projets régionaux de bassin versant ont partagé technologies, approches et leçons à travers les pays. Ont été notamment appréciées les opportunités pour les décideurs de se réunir au sein de ces comités directeurs régionaux et pour les acteurs locaux, techniques et politiques d'effectuer des visites d'échange. Il n'y avait toutefois pas de mécanisme de partage des connaissances et de l'information entre ces 4 projets qui se serait avéré très précieux :

- FAO Kagera TAMP – Gestion transfrontalières de l'agrosystème du bassin versant Kagera (Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie)
- PNUE Kalahari-Namib – Améliorer les décisions par l'apprentissage et l'action Molop - Nossob RB (Afrique du Sud, Botswana, Namibie)
- Banque mondiale- Aménagement du bassin versant Transfrontalière Eastern Nile (Égypte, Éthiopie, Soudan)
- Banque mondiale LVEMP II (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie)

De même, il n'y avait pas de mécanisme pour partager les connaissances venant des projets régionaux thématiques auprès des projets nationaux :

- « Equatorial Africa Deposition Network » (Burundi, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Tanzanie)
- **Appui institutionnel** au NEPAD et aux Communautés économiques régionales en Afrique
- Stimuler les **initiatives communautaires** en GDT- Afrique du Sud, Ghana, Maroc, Ouganda

De nombreux projets ont réalisé un grand nombre de documents et de produits. Certains projets ont été plutôt innovants, avec des sites internet, et une activité sur Facebook et Twitter (**SIP 3370 Kenya / intégration de la GDT du système de production agropastorale**), des newsletters, des programmes radio et TV. Par exemple, le **SIP 3386 (Sénégal / Irrigation à petite échelle)** a établi une collaboration avec la radio locale JIDDA FM pour un programme hebdomadaire sur les activités de GDT du projet diffusé à un grand nombre de parties prenantes, y compris au-delà des frontières du Mali, et sensibilisant aux nouvelles options en irrigation à petite échelle. Mais beaucoup n'ont pas transmis l'information sur leur projet aux autres.

Le **projet Kagera** a partagé les matériels dans les quatre pays et avec les programmes partenaires, tels que le **programme SIP 3399 Gestion environnementale du Lac Victoria II (LVEMP2)** et l'Initiative du bassin du Nil, par le biais d'un site bien documenté. Il a aussi échangé des données par un protocole d'accord avec NBI. Il a mis au point et diffusé de nombreuses fiches d'information sur les techniques et approches locales de GDT sur la base de données mondiale WOCAT, et a réalisé des vidéos et des posters dans les langues nationales et locales, et des matériels de formation, comme la validation d'un manuel sur la gestion des terres et des eaux et des matériels de formation des formateurs pour les champs écoles des producteurs/ groupes agropastoraux.

A l'avenir, les projets devront bénéficier d'un meilleur soutien pour produire des matériels audio et vidéo, car ces produits ont une grande importance, comme on l'a vu au récent forum sur la GDT organisé au Niger, où une vidéo a été réalisée et présentée par l'équipe du **projet SIP 3381 Lutte contre l'ensablement des micro-bassins dans les régions de Goure et de Maine** qui a été bien reçue par les parties prenantes.

Une des leçons apprises dans l'examen à mi-parcours (2014) du **projet SIP 3367 (Éthiopie / bassin versant du Lac Tana)** était : "sans une fiche d'information/ brochure / prospectus simple, le projet perd de son identité, et il n'est pas facile de l'extérieur de se faire une idée rapide des fondements du projet, ni de ses composantes".



6. DURABILITE ET MISE A L'ECHELLE

Durabilité et mise à l'échelle et aspects à éviter

Des plans de durabilité devraient être lancés durant la conception du projet faisant intervenir en particulier les communautés bénéficiaires locales. Ils devraient proposer des stratégies garantissant que les utilisateurs des terres tirent des bénéfices multiples des activités du projet auquel ils se consacreront, et des investissements futurs pour soutenir les réalisations du projet et les reproduire à plus grande échelle.

Il est clair que là où les projets ont réussi à inclure les mesures de GDT dans les politiques (et lois) nationales, ils ont de grandes chances d'avoir une bonne durabilité après le projet. Les perspectives de durabilité à des niveaux plus locaux sont également favorisées lorsque les projets ont fait en sorte que des règlements locaux soient promulgués en faveur de la GDT (ex. protection contre les cultures des terres adjacentes aux berges, et réglementations pour limiter l'élimination des arbres, notamment sur les terres communales).

Plusieurs projets ont démarré en renforçant les capacités organisationnelles et techniques des champs écoles des producteurs (CEP), qui ont enseigné à de grands nombres d'utilisateurs les technologies GDT sur leurs propres parcelles /fermes. A mesure que l'on approche de la fin des projets, dans de nombreux cas, les CEP sont aidés à se convertir en organisations de

producteurs ou coopératives, ce qui devrait renforcer la durabilité après la clôture des financements du projet. Dans d'autres cas, l'accès au financement peut permettre la propagation et la mise à l'échelle des interventions accessibles aux agriculteurs individuels ou aux petits groupes.

Ce n'est qu'une minorité de projets SIP qui s'est efforcée d'aborder les questions de régime foncier – beaucoup estimant la question trop complexe au sein de projets généralement à court terme. Cependant, il est vital que les projets futurs garantissent, d'ici la fin du projet, une sécurité foncière sur les terres qui ont été protégées par des mesures de conservation des sols et des eaux et de restauration de la végétation – afin de sauvegarder la durabilité des efforts une fois le projet achevé.

L'équipe du projet qui a travaillé au **projet régional SIP 2184: Stimuler les initiatives communautaires de gestion durable des terres** a préparé un ouvrage (Di Prima & Critchley, sous presse) recueillant les résultats de leurs travaux pilotes systématiques au Ghana, au Maroc, en Ouganda et en Afrique du Sud. Il comprend deux tests à utiliser pour l'évaluation de la durabilité des nouvelles méthodes d'organisation sociale et /ou pratiques innovantes de GDT lancées par une communauté durant une enquête participative. Le **projet SIP 2139 Kagera TAMP** est également en train de préparer un recueil d'études de cas compilé par les

auteurs locaux et couvrant de nombreuses interventions de “GDT en pratique dans le bassin de Kagera”.

Certaines leçons sont clairement des aspects à éviter:

- Réinventer la roue – les projets démarraient souvent en testant avec les acteurs locaux les technologies qui avaient déjà été amplement éprouvées et documentées, retardant la mise en œuvre des projets.
- Partage insuffisant des connaissances à tous les niveaux – Les équipes des projets ont tendance à ne pas partager les bonnes nouvelles de réalisations à un public plus vaste et à documenter
- Encourager la dépendance – éviter de promouvoir l'utilisation d'intrants comme des engrais non biologiques et les pesticides et de semences coûteuses qui ne s'inscrivent pas dans une optique durable.
- Le manque d'une stratégie d'appropriation et de gestion clairement définie pour les zones communales remise en état (ex. ressources forestières ou parcours) peut aboutir à des conflits à l'avenir.

encore et encore les techniques existantes et bien connues. L'accent devrait plutôt être mis sur la communication et les stratégies d'expansion, le suivi et la documentation des avantages.



CONCLUSIONS - LEÇONS CLÉS

L'analyse des leçons apprises du SIP a mis en lumière un vaste éventail de thèmes qui sont déjà en train d'orienter - et continueront de le faire - les investissements en matière d'expansion de la GDT par les Gouvernements et les organisations partenaires et la plateforme TerrAfrica. Le NEPAD et l'Union africaine sont encouragés à ne pas relâcher leurs efforts pour promouvoir la mise à l'échelle de la gestion durable des terres, compte tenu de ses multiples avantages en termes de productivité, de moyens de subsistance et d'environnement.

En conclusion, dix-huit enseignements principaux sont à tirer:

1. **Le SIP a permis de créer un élan sur le financement du FEM en faveur de la GDT en Afrique subsaharienne.** Le SIP est parvenu à assurer 150 millions de financements FEM en faveur de 36 projets, dont 27 projets nationaux, 4 projets régionaux/multi-pays, et 5 autres projets abordant des thèmes spécifiques.
2. **Le SIP a eu un rôle de catalyseur dans la promotion de partenariats et de levier financier pour la GDT.** La subvention du FEM venait compléter les ressources mobilisées par les 26 pays, les organisations du FEM, les partenaires bilatéraux et les organisations de la société civile, qui s'élèveraient à plus de 800 millions de dollars. Ce rôle moteur aurait été plus important si les cadres d'investissement stratégiques des pays (CSIF) avaient été prêts durant la préparation du projet ou les premières phases de sa mise en œuvre.
3. **Le SIP a permis de mieux comprendre les questions de dégradation des terres et comment les affronter par un florilège de technologies et approches de GDT en Afrique subsaharienne.** Il a permis, dans de nombreux pays de la sous-région, de faire reconnaître l'importance d'investir et de promouvoir une adoption à grande échelle des pratiques de GDT à différents niveaux -de la ferme au paysage- pour faire face aux phénomènes répandus de dégradation des terres. Les partenaires du SIP sont encore loin de démontrer la durabilité des dimensions économique, sociale, environnementale et de gouvernance, mais le SIP a renforcé la sensibilisation à l'importance vitale d'une gestion durable des terres et des écosystèmes dans l'agenda de développement.
4. **Le SIP a constitué une plateforme utile pour tester, développer et appliquer une vaste gamme de technologies, outils et approches de mise en œuvre de la GDT pour restaurer les services écosystémiques, le fonctionnement des sols et améliorer les rendements agricoles.**
 - Les **approches** comprenaient, entre autres, la gestion des bassins versants et l'aménagement du territoire ("gestion de terroir"), une amélioration des droits d'utilisateur et d'accès sur les ressources, la résolution des conflits et les réglementations, et le renforcement des capacités des acteurs et des institutions à tous les niveaux, et en particulier à la base.

- Les **technologies** comprenaient notamment l'agriculture de conservation, l'agroforesterie et les systèmes intégrés d'agriculture et d'élevage, et des pratiques agricoles pour améliorer la fertilité des sols, la conservation de l'eau et l'irrigation, ainsi que des pratiques conduites à plus grande échelle pour la lutte contre l'érosion, la collecte de l'eau, et la gestion des pâturages sur les parcours.
5. LE SIP a démontré que pour être efficaces et durables, les utilisateurs des terres ont besoin d'informations appropriées sur la gamme de possibilités, leurs conditions de succès et les impacts escomptés, afin d'appuyer leur sélection des meilleures pratiques propres à satisfaire leurs besoins. **L'innovation et l'expérimentation chez les agriculteurs doivent être encouragées et facilitées**, et à cet égard, dans divers projets, **l'approche des champs écoles des producteurs/ des groupes agro-pastoraux s'est avérée une méthode de recherche-action très réussie. Il est également important d'offrir des incitations pour l'adoption de pratiques durables** à la fois par les utilisateurs locaux et externes des ressources (sol, eau, biodiversité, énergie) pour empêcher la surexploitation. Diverses études et mesures d'incitation (ex. recyclage de l'eau, fixation du carbone) ont été conduites pour encourager une adoption plus vaste des pratiques apportant des bienfaits pour l'environnement comme pour la société.
 6. **Le SIP a contribué à renforcer les capacités en GDT aux différents échelons.** Les projets SIP ont fréquemment introduit de nouvelles approches et compétences qui exigeaient un renforcement des capacités adaptées à chaque groupe de parties prenantes (CEP pour les agriculteurs, formations techniques pour les responsables techniques des gouvernements et "pourvoyeurs de service" locaux, généralement des ONG et des organisations communautaires, sensibilisation du public et des autorités, etc.). Toutefois, si la gestion des connaissances était un principe clé du SIP, seuls quelques projets prévoyaient une composante spécifique sur le renforcement des capacités dans la conception du projet. En outre, ce n'est que dans de rares cas que les approches de GDT ont été institutionnalisées, comme une stratégie nationale pour les CEP au **Burundi (SIP 2139)** et la création de plateformes de dialogue entre les partenaires locaux soutenant le processus de décentralisation au **Niger (SIP 3382)**
 7. **Les projets du SIP ont montré que la GDT est un moyen utile de cibler les plus démunis dépendants des ressources naturelles pour vivre, y compris en tenant compte des dimensions de genre** (agriculteurs familiaux, éleveurs, ménages dirigés par une femme). De nombreux projets ont souligné l'importance de cibler les groupes vulnérables (ex. gardiens de troupeaux nomades), et d'intégrer les questions de genre en termes de division du travail, techniques d'allègement des tâches et processus décisionnels. Le rôle prédominant des femmes dans l'agriculture en Afrique, et dans la GDT en particulier, a été mis en lumière (Tanzanie, Lesotho, Gambie, Malawi, Ouganda, Sénégal, Niger, etc.).
 8. **Le SIP a créé des opportunités pour que les pays explorent des options innovantes pour le financement de la GDT. Les Cadres stratégiques d'investissement de pays (CSIF) devraient être des outils essentiels pour la planification intersectorielle et l'harmonisation de l'aide.** Même durant leur **préparation**, ces outils pilotes ont montré leur importance dans la coordination des efforts d'aide à l'appui de la GDT. En revanche, cette analyse a montré que le travail intersectoriel et l'intégration de la GDT dans les politiques sectorielles a été difficile au niveau des projets individuels.

9. **Le SIP comprenait un mélange de projets nationaux, transfrontières et transversaux, qui offraient une source de leçons sur la gestion des connaissances.** Les liens entre les projets ont été considérés comme un aspect important du SIP lors de sa conception. L'analyse des leçons apprises a constaté toutefois les échanges très limités entre les projets, car il manquait les mécanismes spécifiques pour faciliter ces échanges. De ce fait, même si les projets individuels ont obtenu des résultats positifs, cela a limité l'efficacité globale du programme. Certains répondants aux enquêtes de ce bilan ne savaient d'ailleurs pas que leur projet faisait partie d'un plus vaste programme. En revanche, les projets régionaux ont facilité les visites d'échange et le partage de connaissances sur les approches GDT, par exemple, en stimulant les initiatives communautaires et le transfert de la mise en œuvre vers le niveau local/communautaire, en tant que base de durabilité à long terme.
10. **Nombre de projets étaient conçus pour inclure l'élaboration de politiques, souvent en tant que première Composante ou Résultat, constituant une cible clé pour mesurer le succès du projet.** Les équipes des projets peuvent effectivement travailler avec les organismes nationaux, les consultants et les processus nationaux pour réviser les politiques et lois existantes ou en préparer de nouvelles. Même si des projets de politiques ou de lois ont souvent été préparés, il est rare qu'elles aient été promulguées durant la durée typique d'un projet de 4 à 5 ans. Un intervenant qui a participé pendant plusieurs années aux projets SIP, a conclu que c'est un "but noble, mais irréalisable" car c'est aux gouvernements nationaux de promulguer les politiques et législations, pas aux projets.
11. **Nombre de projets ont déclaré des avantages mondiaux pour l'environnement (GEB), mais tous ont eu du mal à les mesurer.** S'il est compréhensible qu'on ne peut pas évaluer tous les changements et que des échantillons représentatifs sont nécessaires, la durée limitée de la majorité des projets n'a pas permis de détecter des changements des écosystèmes (biodiversité, niveau de la nappe phréatique, carbone dans le sol). En outre, les projets ont eu du mal à définir des bases de référence significatives et des cibles à atteindre à mi-parcours et finales avant de démarrer. Un des obstacles signalés était le manque d'encadrement et d'outils pour mesurer des indicateurs spécifiques (tonnes de carbone piégées dans les sols). Par ailleurs, des pratiques comme l'agriculture de conservation et l'agroforesterie ont eu des répercussions manifestes sur le bilan carbone, mais peu de projets étaient en mesure de mesurer/analyser la quantité de carbone fixée.
12. **Les systèmes de suivi et d'évaluation doivent être réalistes – mais bien des projets avaient des plans de S&E trop compliqués pour être efficaces / réalisables.** Le document de système intégré de suivi et d'évaluation développé dans le cadre du SIP a été produit trop tard, vers la fin du processus SIP, et il était bien trop complexe pour que les projets l'utilisent. Il aurait pu être amélioré par un processus de développement participatif et un examen rigoureux par les pairs avec les institutions nationales et les organisations du FEM. En l'absence d'encadrement au niveau du programme, les projets ont mis au point leurs propres systèmes indépendants de S&E, reposant généralement sur les principaux indicateurs de TerrAfrica:
- Utilisations des terres où les pratiques de GDT ont été adoptées suite au projet;
 - Nombre d'utilisateurs des terres adoptant les pratiques de GDT suite au projet;

- Superficie en GDT (ha);
- Nombre de bénéficiaires directs du projet;
- Couverture végétale (indice différentiel normalisé de végétation (IDNV) et vérification au sol;
- Changements de rendements des principales cultures/productivité animale;
- Tonnes de CO₂ piégées.

Un mécanisme de suivi de programme réaliste aurait pu être bâti autour de ces facteurs dès le départ, mais il aurait fallu un processus interactif pour engendrer l'adhésion nécessaire.

13. Les résultats montrent aussi **l'importance qu'il y a de déterminer la base de référence du projet dès le début de la mise en œuvre** (il y avait souvent un délai entre la mise au point du projet et son démarrage, de sorte que les bases définies en vertu de la subvention pour le développement du projet n'étaient pas exactes). Un autre enjeu s'est avéré être la sélection des sites d'intervention et des pratiques avant la mise en œuvre, permettant des estimations réalistes des objectifs réalisables. Cela requiert un processus participatif impliquant les parties prenantes sur le terrain, qui ne peut être complet avant que les projets ne soient approuvés car cela susciterait des attentes prématurées de la part des bénéficiaires. Dans de nombreux cas, ce n'est qu'au démarrage du projet et que lorsque les fonds sont disponibles dans le pays que le choix final des bassins versants /communautés cibles est effectué.

14. **Le SIP a donné une impulsion et contribué à accroître considérablement les ressources totales engagées pour la GDT dans les pays concernés, mais le potentiel de reproduction et de durabilité reste un pari ardu.** A l'échelon local, le rôle, la responsabilité et la capacité des

organisations d'agriculteurs et des plateformes de partenaires semblent constituer un facteur essentiel. Au niveau sous régional, la plateforme TerrAfrica a déjà été intégrée au cadre du NEPAD, mais il reste beaucoup à accomplir pour une coordination efficace avec son Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA-CAADP).

15. Un des résultats essentiels du SIP a été d'atteindre une masse critique d'utilisateurs des terres. Toutefois, **la plupart des projets semblait manquer d'une stratégie/plan de communication** et rares ont été les projets qui ont réalisé des matériels dans les langues locales qui auraient facilité une diffusion massive. Les projets ou pays pourraient **nommer des "champions de GDT"**, des personnalités connues pour faire campagne et être tenus au courant des réalisations des projets.

16. **La faible participation des organisations régionales, des médias, des organismes d'apprentissage et d'éducation est préoccupante.** Tout autant que celle des décideurs nationaux, des agences de développement et des donateurs, qui est surprenante. Ces groupes peuvent avoir d'énormes impacts positifs et garantir un soutien et la mise à l'échelle. Les visites sur le terrain des responsables politiques nationaux peuvent renforcer la sensibilisation et donc stimuler l'appui à l'intégration de la GDT, tandis que sensibiliser les formateurs aux avantages sous tous azimuts de la GDT permet d'atteindre des nombres importants d'élèves (et leurs parents) en l'espace de quelques années. **Les donateurs et les investisseurs doivent naturellement connaître les avantages avant d'envisager tout investissement.**

17. Si le SIP montre que les projets sur 4-5 ans ont servi à créer des connaissances et des capacités de l'échelon local jusqu'au niveau national, à long terme, c'est leur **influence sur l'intégration de la GDT dans les stratégies nationales et plans et budgets décentralisés qui est essentielle pour mettre en place des compétences en ressources humaines et des fonds à tous les niveaux**. Les projets SIP constitués de deux phases successives ont accompli davantage de progrès dans l'institutionnalisation pour un impact soutenu, alors que les projets confrontés à des changements de personnel clé n'ont pas su maintenir l'élan et ont eu du mal à atteindre les objectifs. Le SIP a montré que **la conception des projets doit être adaptative et flexible afin de permettre des changements de personnel et de direction**, par exemple, pour adhérer aux recommandations de l'examen à mi-parcours et aux questions émergentes.
18. Dans certains cas, **une meilleure prise de conscience des décideurs face à l'importance d'investir dans la GDT** a permis aux pays du SIP de programmer les ressources du FEM en vue de nouveaux investissements en matière de GDT (en particulier en Éthiopie, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal). Le SIP a également jeté les bases pour d'autres approches programmatiques importantes financées par le FEM (notamment le SAWAP- FEM5 avec 100 millions de dollars pour 12 pays et plus d'un milliard de dollars d'aide totale); les approches pilotes intégrées (IAP) sur la sécurité alimentaire dans le FEM 6 avec 106 millions de dollars pour 12 pays.

ANNEX 1. SUMMARY LIST OF PROJECTS

Projects covered a wide range of subjects, as illustrated in Figure 3, on which they have results and experiences to share.

GEF_ID	Agency	Country	Short Title	Full
2139	FAO	Regional (Burundi, Rwanda, Tanzania, Uganda)	Kagera TAMP	SIP: Transboundary Agro-Ecosystem Management Programme for the Kagera River Basin (Kagera TAMP)
2184	UNEP	Regional (Ghana, Morocco, Uganda, South Africa)	SCI-SLM	SIP: Stimulating Community Initiatives in Sustainable Land Management (SCI-SLM)
2268	UNDP	Senegal	PGIES/ ecosystem mgt	SIP: Integrated Ecosystem Management in Four Representative Landscapes of Senegal, Phase 2
2794	World Bank	Ethiopia	ECPSLM	SIP: Country Program for Sustainable Land Management (ECPSLM)
3362	IFAD	Eritrea	Landscape Mgt	SIP: Catchments and Landscape Management
3363	IFAD	Comoros	Coastal Ecosystem mgt	SIP: Integrated Ecological Planning and Sustainable Land Management in Coastal Ecosystems in the Comoros in the Three Island of (Grand Comore, Anjouan, and Moheli)
3364	UNDP	Eritrea	SLM pilot	SIP: Sustainable Land Management Pilot Project
3367	IFAD	Ethiopia	Lake Tana Watershed	SIP: Community-Based Integrated Natural Resources Management in Lake Tana Watershed
3368	AfDB/ IFAD	Gambia	PIWAMP / watershed	SIP: Participatory Integrated Watershed Management Project (PIWAMP)
3369	World Bank	Ghana	SLM	SIP: Sustainable Land Management in Ghana
3370	UNDP	Kenya	Agropastoral SLM	SIP: Mainstreaming Sustainable Land Management in Agropastoral Production Systems of Kenya
3372	UNDP	Lesotho	Knowledge mgt for SLM	SIP: Capacity Building and Knowledge Management for Sustainable Land Management
3373	World Bank	Madagascar	Watershed North	SIP: Watershed Management
3374	UNDP	Madagascar	SLM South	SIP: Stabilizing Rural Populations through Improved Systems for SLM and Local Governance of Lands in Southern Madagascar

GEF_ID	Agency	Country	Short Title	Full
3375	World Bank	Malawi	ADP-SLM	SIP: Agriculture Sector Development Programme -Support to SLM (ADP-SLM)
3376	UNDP	Malawi	PPP / Shire basin SLM	SIP: Private Public Sector Partnership on Capacity Building for SLM in the Shire River Basin
3377	World Bank/ UNDP	Mali	Ag Productivity	SIP: Fostering Agricultural Productivity in Mali
3379	IFAD	Mauritania	Oases Mgt	SIP: Participatory Environmental Protection and Poverty Reduction in the Oases of Mauritania
3381	UNDP	Niger	PLECO / Sand dune stabilization	SIP: Oasis Micro-Basin Sand Invasion Control in the Goure and Maine Regions (PLECO)
3382	World Bank	Niger	PAC II/ Community	SIP: Community Driven SLM for Environmental and Food Security
3383	IFAD	Niger	ARRDI/ PASADEM	SIP: Agricultural and Rural Rehabilitation and Development Initiative (ARRDI)
3384	World Bank	Nigeria	Knowledge Mgt / SLM	SIP: Scaling up SLM Practice, Knowledge, and Coordination in Key Nigerian States
3385	World Bank	Senegal	SLM	SIP: Sustainable Land Management in Senegal
3386	UNDP	Senegal	Irrigation small scale	SIP: Innovations in Micro Irrigation for Dryland Farmers
3390	IFAD	Swaziland	LUSIP / Irrigation small scale	SIP: Lower Usuthu Smallholder Irrigation Project (LUSIP)
3391	UNDP	Tanzania	Kilimanjaro	SIP: Reducing Land Degradation on the Highlands of Kilimanjaro
3392	World Bank	Uganda	SLM	SIP: Sustainable Land Management Country Program
3393	UNDP	Uganda	SLM Cattle Corridor	SIP: Enabling Environment for SLM to overcome land degradation in the cattle corridor of Uganda.
3395	UNEP	Regional (Africa)	NEPAD / RECs/ institutional Support	SIP: Institutional Support to New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and Regional Economic Communities (RECs) for Sustainable Land Management (SLM) Scale-up in Sub-Saharan Africa (SSA)
3396	UNDP	Regional	Civil society	SIP: Improving Policy and Practice Interaction through Civil Society Capacity Building

GEF_ID	Agency	Country	Short Title	Full
3398	World Bank	Regional (Egypt, Ethiopia, Sudan)	Eastern Nile	SIP: Eastern Nile Transboundary Watershed Management in Support of ENSAP Implementation
3399	World Bank	Regional (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda)	LVEMP II	SIP: Lake Victoria Environmental Management Project II
3401	UNEP	Regional (Burundi, Cote d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Tanzania, Uganda)	EADN (deposition Network)	SIP: Equatorial Africa Deposition Network (EADN)
3403	UNEP	Regional (Botswana, Namibia, South Africa)	Kalahari-Namib Project	SIP: Kalahari-Namib Project: Enhancing Decision-making through Interactive Environmental Learning and Action in Molopo-Nossob River Basin in Botswana, Namibia and South Africa
3529	UNDP	Djibouti	SLM	SIP: Harmonizing support: a national program integrating water harvesting schemes and sustainable land management
3872	World Bank	Regional (Madagascar, Niger)	BioCF	SIP: Monitoring Carbon and Environmental and Socio-Economic Co-Benefits of BioCF Projects in SSA

Terrafrica is a partnership that aims to address land degradation in Sub-Saharan Africa by scaling up harmonized support for effective and efficient country-driven sustainable land management (SLM) practices.

Terrafrica Secretariat

NEPAD Planning and Coordinating Agency

Block B International Business
Gateway Park
New Road & 6th Road
P.O Box 1234 Halfway House
Midrand 1685 South Africa
(P) +27 11 256 3600
(F) +27 (0) 11 206 3762
www.nepad.org

Terrafrica/SIP countries



Orienter les interventions futures pour répliquer à grande échelle la gestion durable des terres

Le Programme d'investissement stratégique (SIP) pour la gestion durable des terres (GDT) en Afrique subsaharienne a été la réponse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en faveur des pays de la région pour affronter la dégradation des terres dans le cadre du FEM 4. Le thème de la dégradation des terres est récent au FEM (2002) et le SIP a été la première occasion de lui donner une notoriété et une visibilité. Le SIP a servi de cadre ambitieux rassemblant les organismes d'exécution - Banque mondiale, PNUD, PNUE, FIDA, BAD et FAO - en étroite coordination avec le NEPAD, les commissions économiques régionales et les pays, et visait à renforcer la coordination entre le FEM et les autres mécanismes de financement.

Le TerrAfrica Vision Paper (2007) de la FAO^a a constaté que la "GDT est un fil qui relie de multiples secteurs, acteurs et échelles. Cela requiert la mise en place d'un environnement favorable en intégrant les concepts et les principes de gestion durable des terres dans les politiques et programmes des gouvernements centraux et locaux de développement (concernant notamment l'agriculture, l'environnement, l'énergie, la finance, l'éducation et le développement rural), et la mise en place de partenariats multiples et d'approches basées sur le programme pour faire bon usage des investissements nationaux et internationaux".

Globalement, le SIP a octroyé 150 millions de dollars des financements FEM pour la dégradation des terres à l'Afrique subsaharienne entre 2007 et 2010. Trente-six projets ont été exécutés dans 26 pays autour d'un menu d'activités adaptées au contexte, à la ligne de base et aux partenaires afin de:

1. soutenir les activités sur le terrain pour l'expansion de la GDT;
2. créer un environnement propice pour la GDT à tous les niveaux (en soutenant une approche intersectorielle –y compris l'élaboration de politiques);
3. renforcer les services consultatifs pour la GDT; et,
4. appuyer la création, la gestion, le partage de connaissances et le suivi et évaluation.

La plupart des projets ont travaillé dans certaines parties des pays individuels (Figure 2), mais plusieurs projets œuvraient à l'échelle régionale. Ces derniers couvraient soit une zone contiguë spécifique, comme par exemple le "Programme de gestion des écosystèmes transfrontières pour le bassin de Kagera" (Kagera TAMP), à cheval entre le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda – ou bien impliquait des pays non contigus unis par un intérêt commun pour une question spécifique liée à la GDT. Citons, par exemple, le projet "Stimuler les initiatives communautaires en gestion durable des terres", faisant intervenir le Ghana, le Maroc, l'Ouganda et l'Afrique du Sud.

L'analyse des leçons apprises du programme SIP de TerrAfrica mené à bien en 2015 dans le but d'éclairer les projets et programmes futurs de TerrAfrica et d'autres investissements en matière de GDT s'est déroulé sous la supervision d'un Comité directeur.



OUR LAND – OUR WEALTH, OUR FUTURE, IN OUR HANDS



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



Financial contribution from:



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS



European Union

^a FAO (2007) TerrAfrica – A Vision paper for sustainable land management in Sub Saharan Africa.
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie).